

QU'EST-CE QUE LE FASCISME ?

Marc Olivier Baruch

Editions de Minuit | *Critique*

2005/6 - n° 697-698
pages 535 à 548

ISSN 0011-1600

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-critique-2005-6-page-535.htm>

Pour citer cet article :

Baruch Marc Olivier, « Qu'est-ce que le fascisme ? »,
Critique, 2005/6 n° 697-698, p. 535-548.

Distribution électronique Cairn.info pour Editions de Minuit.

© Editions de Minuit. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Qu'est-ce que le fascisme ?

Robert Paxton
Le Fascisme en action
trad. W.O. Desmond

Paris, Éd. du Seuil,
coll. « xx^e siècle »,
2004, 448 p.

Emilio Gentile

*La Voie italienne au
totalitarisme : le parti et l'État
sous le régime fasciste*
trad. Ph. Baillet

Monaco, Éd. du Rocher,
2004, 396 p.

*Qu'est-ce que le fascisme ?
Histoire et interprétation*
trad. P.-E. Dauzat

Paris, Gallimard,
coll. « Folio histoire »,
2004, 530 p.

Philippe Burrin
*Ressentiment et apocalypse :
essai sur l'antisémitisme nazi*

Paris, Éd. du Seuil,
coll. « xx^e siècle »,
2004, 112 p.

René Capitant
*Face au nazisme :
écrits 1933-1938*
textes réunis par O. Beaud,
postface de Ph. Burrin

Strasbourg, Presses
universitaires de Strasbourg,
2004, 288 p.

Il y a deux siècles et demi, le Dr Johnson disait que l'éléphant était à peu près aussi difficile à définir que facile à reconnaître. Quoi qu'il en soit, soulignait Alexandre Vialatte, « L'éléphant est irréfutable » – titre d'une de ses plus fameuses chroniques de *La Montagne*. N'en va-t-il pas de même du fascisme, pratiquement impossible à définir et pourtant, hélas,

irréfutable ? Irréfutable, il l'est au point de pouvoir être qualifié de « grande innovation politique du xx^e siècle », comme l'indique Robert Paxton en ouverture de son *Fascisme en action* – ouvrage aussitôt traduit en français, alors que son premier livre, sur l'armée de Vichy, a dû attendre trente-huit ans, de 1966 à 2004¹. Cette somme sur le fascisme, l'auteur nous confie qu'il a mis longtemps à l'écrire : voilà des années qu'il consacre cours et séminaires, dans son université de Columbia et un peu partout dans le monde (notamment en France), à ce sujet, et paradoxalement la perception qu'il en a semble s'obscure à mesure qu'il a l'impression de s'en approcher.

Robert Paxton a donc tenté de « faire entrer la littérature monographique dans une discussion sur le fascisme en général », en proposant un ouvrage cumulant ampleur du champ – rien de ce qui est fasciste ne lui est étranger –, précision de l'analyse et puissance de la synthèse. Pourtant, nous est-il rappelé, il s'agit d'un essai, non d'une encyclopédie. L'exercice est pratiquement inédit en français : lorsque Pierre Milza avait proposé un travail semblable il y a vingt ans, il l'avait intitulé *Les Fascismes*. Le passage du pluriel au singulier dans le titre choisi par Paxton a valeur de manifeste, comme l'a sa référence à l'action, à la dynamique du fascisme – au moins dans sa traduction française, car le titre original, *The Anatomy of Fascism*, nous incitait à une approche plus statique, fondée sur la description des organes, préalable à l'identification des pathologies dont ils se révéleraient atteints.

Cette dynamique, Paxton la décompose en cinq étapes : création, enracinement, conquête du pouvoir, exercice du pouvoir, radicalisation – étapes qu'au demeurant tous les fascismes ne connaissent pas, certains ne se rapprochant jamais des lisières du pouvoir ; ils n'en restent pas moins des fascismes, sauf à considérer qu'il n'est de fascisme qu'une fois installé aux affaires, ce qui conduit à restreindre considérablement l'ampleur du phénomène, voire sa nature. Comme l'écrit à juste titre Robert Paxton, il est en outre hasardeux – car ouvrant des discussions sans fin et au fond sans véritable intérêt – de chercher à définir une pierre de touche qui distingue-

1. R. O. Paxton, *L'Armée de Vichy : le corps des officiers français, 1940-1944*, Paris, Tallandier, 2004.

rait « vrais » et « faux » fascismes, sorte d'équivalent d'un papier pH dont la coloration traduirait un degré de fascisation croissant. Plus encore : chercher une essence pure du fascisme est sans doute le meilleur moyen de ne pas la trouver, quitte pour certains à en déduire d'un même mouvement que telle ou telle variante nationale du fascisme n'a pas existé, voire que la question n'a pas lieu d'être. On citera pour mémoire les querelles de jadis sur « l'introuvable fascisme français », nées à la fin des années 1970 à partir des conclusions de Zeev Sternhell sur les racines françaises de la pensée fasciste, et celles, plus contemporaines, qui se font jour en Italie et que dénonce Emilio Gentile, visant à « défasciser » le régime mussolinien ou à ne voir en lui qu'un pré-, un semi-, ou un proto-fascisme – sans que l'on sache très bien ce que traduisent ces termes, sinon l'imagination sémantique de leurs inventeurs.

L'analyse du « fascisme en action » que nous propose Paxton est peu encline à ce type d'essentialisme, de sorte que l'on n'est guère surpris de voir l'auteur critiquer les efforts de Roger Griffin visant à parvenir à la définition du fascisme². Mieux vaut à ses yeux, dans une démarche assumant pleinement son historicisme, s'attacher à analyser la composition du terreau où s'enracina le fascisme, ou plutôt des terreaux où les fascismes s'enracinèrent. Si l'on passe de la métaphore agronomique à la métaphore géologique, il s'agira de défeuilleter la stratification politique, économique, sociale et intellectuelle sur laquelle se bâtit le Vieux Continent au cours des années 1920. Le rêve de « refonder l'Europe bourgeoise » (pour reprendre le titre de l'œuvre majeure de Charles Maier, œuvre dont on attend toujours la traduction en français³) s'avère impossible, sur les débris d'un monde passé de l'insoutenable brutalité de la guerre au deuil en même temps qu'aux frustrations de la paix.

Dans l'imposant travail de récapitulation mené par Robert Paxton, la question des origines figure naturellement en bonne

2. On l'est davantage lorsqu'il rappelle qu'on n'a « jamais connu de régime fasciste pur, sur un plan idéologique », *Le Fascisme en action*, p. 201. Si le fascisme est un idéal-type, au sens de Weber, sa pureté idéologique n'est-elle pas aussi un idéal-type ?

3. C. S. Maier, *Recasting Bourgeois Europe : Stabilization in France, Germany and Italy in the Decade after World War I*, Princeton-Oxford, Princeton University Press, 1975.

place. Pour comprendre un phénomène aussi important que le fascisme, né de conditions qu'ont connues tous les pays européens, il est indispensable, souligne-t-il, de prendre en compte la décennie 1880 avec ce qu'elle apporte de bouillonnement intellectuel, mais aussi de crise économique, politique et sociale. L'étape majeure est cependant celle qui découle des bouleversements de tous ordres apportés par la Première Guerre mondiale. Les processus de brutalisation, mis en évidence par George Mosse, marqueront de manière profonde une population de déracinés anxieux de ne pas devenir des déclassés, tout particulièrement dans l'Allemagne défaite où les sentiments de rancœur se combinent à des relents idéologiques romantico-*völkisch* et à la persistance d'un antisémitisme ancien et diffus. L'irruption de la crise économique et l'incapacité de construire un ordre politique stable à partir des institutions démocratiques de la République de Weimar se cumuleront, dans le mouvement de montée vers le fascisme, avec la nostalgie de la fraternité virile des tranchées, base sociale des premiers mouvements fascistes.

Les pages que Paxton consacre à la conquête du pouvoir par le fascisme sont particulièrement stimulantes. Il y rappelle que les dictateurs européens du *xx*^e siècle ne sont jamais arrivés aux affaires par suite d'un coup d'État, mais selon les dispositions constitutionnelles régulières – à ceci près que les mécanismes de dévolution du pouvoir par la voie parlementaire s'étant grippés, l'exécutif était confisqué par un petit groupe d'individus (la « camarilla » qui entourait le vieil Hindenburg) dotés de peu de légitimité et souvent d'encore moins de sens politique. La capacité stratégique des chefs fascistes n'en trouvait que plus facilement à s'exercer. Elle était celle de très grands professionnels de la politique, ayant avant d'autres compris la nécessité d'en adapter l'exercice aux données nouvelles de l'ère des masses.

Le recours au mode de domination charismatique, anticipé par Weber et dont Ian Kershaw a fait une analyse approfondie à propos de Hitler, valorisant l'action plus que la parole et utilisant la mobilisation des masses comme alternative à l'ordre libéral-élitaire, engendra un jeu tout de duplicité à l'égard des couches politiques conservatrices traditionnelles. Hitler n'eut aucun scrupule à faire sortir de la scène, avec la violence qu'on sait, ses compagnons d'armes SA peu après son arrivée au

pouvoir, de la même manière qu'il écarta de sa route ceux de ses conseillers économiques – Otto Wagener et les frères Strasser – dont les positions radicales étaient de nature à inquiéter la grande industrie, ralliée sans difficulté au régime nouveau. Rassurer les classes dirigeantes passait aussi par l'instrumentalisation de nouvelles passions, racistes et nationalistes, destinées à mobiliser les masses en les éloignant de toute tentation de lutte des classes. La haine du bolchevisme, celle du libéralisme démocratique de Weimar et de ses valeurs intellectuelles et individualistes sous-jacentes convergeaient dans la détestation des juifs, fondement d'une véritable religion de la race. En s'attachant à exposer les modalités de la politique, nouvelle et délirante, d'hygiène raciale tentée par le régime jusqu'à la mise en œuvre des politiques d'eugénisme – que la réaction ferme des Églises conduisit à interrompre –, ou encore les composantes de la culture fasciste et de son « homme nouveau », Robert Paxton complète le panorama, en ouvrant son propos à toute la diversité des nouveaux champs historiographiques : *gender studies*, *visual studies*, *cultural studies*.

Le bilan d'une vie d'enseignement du fascisme que nous propose Paxton impressionne par sa richesse, et on peut sans risque de se tromper prévoir que cet ouvrage amènera de nouvelles couches d'étudiants à l'étude des régimes regroupés sous l'étiquette du fascisme. Tout en se référant à la classification canonique, originellement posée par Juan Linz, entre fascisme et autoritarisme, l'ouvrage passe ainsi en revue une série de régimes, indiscutablement dictatoriaux, dont le regroupement ou non sous l'étiquette de fasciste relève *in fine* du choix méthodologique. C'est donc en vain que l'on opposera ceux qui – avec Charles Delzell pour le fascisme méditerranéen (incluant donc franquisme et salazarisme), Eugen Weber et ses *varieties of fascism*, et plus encore Stein Larsen se demandant *who were the fascists* – élargissent à l'envi le champ du fascisme, et ceux qui préfèrent réserver l'usage du terme aux deux grandes dictatures totalitaires aux affaires en Europe de l'Ouest durant l'entre-deux-guerres, fascisme italien et nazisme. Le choix fait par Robert Paxton, proche de la première option, conduit à une grande richesse dans le panorama historique et historiographique, de Quisling à Antonescu, mais aussi à Perón et Vargas. Il est difficile, on l'a dit plus haut, de gagner sur tous les tableaux, et l'on pourra trouver rapide la synthèse qui traite

en une page du Brésil de Vargas et même en cinq de l'Argentine de Perón. Mais c'était là le pari du livre de Paxton, livre unique en son genre et pari très largement gagné. L'actualité éditoriale nous proposant par ailleurs plusieurs ouvrages susceptibles de venir utilement éclairer telle ou telle conclusion de l'auteur, examinons-en quelques-uns.

*

C'est dans l'Italie, victorieuse mais toujours irrédentiste, peu industrialisée et soumise à l'impuissance politique d'un parlementarisme mal enraciné, que se joua le premier acte. L'appel aux masses et aux déclassés fit la fortune de Mussolini, homme d'action et de verbe, inventeur du fascisme au sens premier du terme. La traduction de trois ouvrages d'Emilio Gentile, qui étudie depuis près de trente ans les régimes placés sous la coupe de Mussolini – d'abord l'ensemble de l'Italie entre octobre 1922 et juillet 1943, puis, avec la République de Salò entre l'automne 1943 et le printemps 1945, sa seule partie septentrionale –, permet de mieux comprendre non seulement leurs valeurs et leurs objectifs, mais aussi – on se situe bien dans la tentative paxtonienne de voir fonctionner le fascisme « en action » – les rouages de la machinerie du parti et de l'État fascistes.

Après *La Religion fasciste : la sacralisation de la politique dans l'Italie fasciste*, publié en 2002, l'édition française a offert en 2004 la traduction de deux recueils d'articles de Gentile (non sans répétitions d'ailleurs) : sur le modèle du *Qu'est-ce que le nazisme ?* d'Ian Kershaw, texte inédit publié directement au format de poche par Gallimard en 1992 (la version anglaise datait de 1985), la collection « Folio Histoire » propose aujourd'hui un *Qu'est-ce que le fascisme ?*, tandis que les Éditions du Rocher présentent, avec *La Voie italienne au totalitarisme*⁴, un ensemble de textes consacrés au parti et à l'État dans l'Italie fasciste, accompagnés d'une postface qui traduit la vigueur, pour ne pas dire la violence, des affrontements autour de la définition du régime fasciste comme « totalitarisme à l'ita-

4. La syntaxe française aurait sans doute préféré *La Voie italienne vers le totalitarisme*.

lienne », formule à laquelle était finalement arrivé, à l'issue d'un long cheminement intellectuel, Renzo de Felice, dans la lignée duquel Gentile inscrit ses travaux.

Deux fils rouges traversent les essais regroupés ici. Soulignant la véritable statolâtrie qui caractérise le fascisme italien, l'historien romain analyse la complexité de l'objet singulier – État-parti, parti-milice – par lequel Mussolini assoit son pouvoir sur la société italienne. Rien n'est plus inutile, à ses yeux, que de chercher à déterminer lequel, de l'État ou du Parti, l'a emporté sur l'autre, ou, version plus élaborée de la même vaine quête, à quel moment une des deux entités a eu le dessus sur l'autre. Gentile met en outre l'accent sur la définition fasciste d'une nouvelle modernité, antagoniste de la modernité libérale. Comme tout totalitarisme, le régime fit, à cette fin, grand usage de la mobilisation des masses et de la sacralisation de la politique. Si les travaux se sont récemment multipliés sur ce dernier thème, avec la popularisation du concept de religion politique – comme en témoignent les ouvrages déjà cités de Mosse, de Kershaw et de Gentile lui-même –, on n'oubliera ni que sa généalogie est ancienne (Philippe Burrin, qui lui a consacré une synthèse il y a quelques années⁵, le fait remonter au moins à Tocqueville), ni que les observateurs contemporains de l'événement, d'Eric Voegelin à Raymond Aron, en avaient déjà saisi toute l'importance.

L'attention portée à la machinerie du pouvoir et à la fonction mobilisatrice de l'idéologie apparaît ainsi comme le prisme le plus pertinent d'analyse de ce premier fascisme, de ce fascisme des fascistes. De ces deux facteurs, il est clair que le second a fait l'objet de plus d'attention de la part des historiens que le premier, qu'on ne trouve traité – et rarement – que par quelques travaux de science politique. Les exceptions sont allemandes : Hans Mommsen pour la décennie 1960, Martin Broszat pour la suivante, Dieter Rebenisch et Norbert Frei au cours des années 1980, sont quelques-uns des représentants de la discipline historique qui ont cherché à ouvrir la boîte noire. Ils ont fait peu d'émules en France, mais il est vrai que l'analyse du nazisme y fut longtemps le parent pauvre de l'his-

5. « Political religion. The Relevance of a Concept », *History and Memory*, 1997, n° 9, p. 321-349.

toire contemporaine. Les travaux de Gilbert Badia, de Pierre Ayçoberry et de Louis Dupeux paraissent bien isolés, et il a fallu attendre l'arrivée d'une nouvelle génération pour que l'historiographie française se donne pour ambition de rejoindre les écoles anglo-saxonne, allemande et israélienne. Les recherches mises en œuvre par Christian Ingrao sur la violence extrême des *Einsatzgruppen*, comme celles de Florent Brayard concernant les processus de décision dans l'une des politiques publiques les plus importantes aux yeux des nazis – et aux nôtres –, l'extermination des juifs présents sur le territoire européen, témoignent de ce regain d'intérêt, dont il faut espérer qu'il se maintiendra et se développera.

*

Face aux travaux de Paxton et Gentile, qui s'efforcent de saisir les fascismes pour l'un, le fascisme pour l'autre, dans la quasi-totalité de leurs manifestations, l'exercice auquel se livre Philippe Burrin dans son très important « essai sur l'antisémitisme nazi » (c'est le sous-titre de son ouvrage) est d'une autre nature. Invité en 2003 par la Fondation pour la mémoire de la Shoah à donner trois conférences publiques, il s'est demandé pourquoi l'antisémitisme a pris la forme extrême qu'on sait dans l'Allemagne nazie. Le livre reproduit le texte de ces trois conférences, dont les titres parlent d'eux-mêmes : « Pourquoi l'Allemagne ? », « Judéophobie et identité nazie », et, troisième volet de la démonstration, « Ressentiment et apocalypse », choisi comme titre général de l'ouvrage. En quatre-vingt pages, Philippe Burrin réussit le tour de force d'apporter à l'interrogation qui ouvre son propos (« de grandes tragédies peuvent-elles avoir des causes simples ? ») des éléments de réponse d'une profondeur, d'une densité et d'une clarté exceptionnelles. C'est, magistralement résumée, toute l'histoire du nazisme vue du côté de son antisémitisme – son cœur en vérité – qui est ici proposée, depuis ses racines idéologiques jusqu'à la mise en œuvre de son programme d'extermination.

Non seulement, comme l'écrivait en 1948 David Rousset à partir d'archives de l'antisémitisme et de la déportation conservées au Centre de documentation juive contemporaine (CDJC), *le pitre ne rit pas*, mais il entend que l'on ne rie pas autour de lui, que l'on ne rie pas de lui. Consacrant une longue analyse à

la prophétie de malheur faite par Hitler devant le Reichstag le 30 janvier 1939, aux termes de laquelle « si la finance juive internationale [...] réussit de nouveau à précipiter les peuples dans une guerre mondiale, le résultat n'en sera pas la bolchevisation de la terre et la victoire du judaïsme, mais bien l'extermination de la race juive en Europe » (*Ressentiment et apocalypse*, désormais abrégé RA, p. 71), Philippe Burrin rappelle qu'elle était précédée de propos lourds de menace et de sadisme à l'égard de ceux qui avaient cru pouvoir rire de Hitler dans le passé, les juifs : « Au temps de ma lutte pour le pouvoir, ce sont surtout les juifs qui ont ri de la prophétie selon laquelle je prendrais la tête de l'État et du peuple tout entier et, entre autres, mènerais à bien la solution du problème juif. Je crois que ces rires retentissants d'alors restent depuis en travers de la gorge des juifs. » [...] Dans cette image du rire juif qui allait s'étrangler – s'étouffer – s'exprimait un énorme ressentiment », observe Burrin (RA, p. 78-79).

Ce ressentiment, dont l'auteur fait l'un des deux pôles explicatifs de l'antisémitisme meurtrier nazi, trouve d'abord son ancrage dans la personne même de Hitler, « raté qui trouva dans une idéologie exaltant la puissance créatrice de la race aryenne une nouvelle base d'estime de soi » (RA, p. 80). Pour autant, la question est moins, face à cette délirante « transmutation des valeurs » (*idem*), de savoir si le (mauvais) film d'Oliver Hirschbiegel, *La Chute*, n'humanise pas Hitler – il est humain, trop humain, jusque dans son délire – que de comprendre comment le groupe des lieutenants de Hitler, puis le parti, puis l'électorat, puis le peuple allemand dans son immense majorité, ont suivi le nazisme, adhéré à ses projets, partagé ses ambitions, admiré ses réalisations – toutes ses réalisations. Il ne s'agit pas d'isoler, dans une psychologie des peuples dont la base scientifique se réduit à des propos de Café du commerce, une molécule d'antisémitisme qui, pour peu, serait présente dans l'ADN des Allemands, mais d'analyser les mécanismes sociaux, historiques, idéologiques qui ont permis, dans des circonstances données, à une civilisation censée être développée d'inventer l'archétype de la barbarie moderne.

Jouant magistralement sur les focales, Philippe Burrin met en évidence des éléments liés à l'histoire allemande de longue, de moyenne et de courte durée pour construire un faisceau explicatif permettant d'apporter des éléments de réponse

à sa première interrogation : pourquoi l'Allemagne ? Longue durée d'abord de la division confessionnelle, qui a pour effet d'affaiblir l'Allemagne aux yeux des mystiques de la puissance germanique, qui ne se sont pas remis de la disparition du Saint-Empire – voire de celle de Siegfried en son Walhalla. Moyenne durée de l'unité allemande, qui laisse hors de la « petite Allemagne », construite en 1870 autour de la Prusse, des régions entières de langue allemande, Autriche et Sudètes notamment. Mais le plus intense des traumatismes est aussi le plus récent : Hitler – il l'a répété à maintes reprises – ne veut pour rien au monde, et l'expression sera dans son cas à prendre au pied de la lettre, vivre un second 11 novembre 1918, une deuxième apocalypse ⁶. Dans son idéologie et sa phraséologie, cela se traduisait par la volonté de ne pas laisser la « puissance juive » terrasser une deuxième fois le Reich allemand. La guerre commencée, la lutte devint une lutte à mort, de sorte que l'anéantissement des juifs apparut comme la clé du salut de l'Allemagne. Il y eut certes, pour reprendre le terme forgé par Hans Mommsen et l'école fonctionnaliste, une « radicalisation cumulative » du régime, née de l'incapacité de ses dirigeants, Hitler le premier, à maîtriser la complexité du système polycratique qu'ils avaient créé ; mais elle eût été insuffisante pour laisser accepter le meurtre collectif si n'était intervenue « l'acceptation [par le peuple allemand] de l'identité nazie comme identité nationale » (RA, p. 91), avec pour corollaire – évidence diront certains, mais qu'entendait précisément démontrer Philippe Burrin, dans le contexte historiographique et politique d'aujourd'hui – « le rôle déterminant de l'antisémitisme dans la politique de persécution nazie ».

*

On conçoit donc que le poids de l'idéologie ne puisse être minimisé dans la compréhension du régime national-socialiste. Les contemporains l'avaient perçu, au moins les plus lucides d'entre eux – et parmi ces derniers René Capitant. Alors jeune

6. Sur le thème de l'apocalypse dans la culture allemande du xx^e siècle, on se reportera à L. Richard, *D'une apocalypse à l'autre*, Paris, UGE, coll. « 10-18 », 1976.

professeur de droit public à l'université de Strasbourg, « poste avancé » de la pensée juridique française – où il avait succédé dans la chaire de droit constitutionnel à Raymond Carré de Malberg – il consacra au cours de la seconde moitié des années 1930 des analyses substantielles et régulières aux divers aspects du régime mis en place outre-Rhin. Publiées pour la plupart dans une revue éditée par l'université de Strasbourg (intitulée, jusqu'en 1935, *Bulletin mensuel jaune* puis, de manière plus explicite, *L'Allemagne contemporaine*), elles étaient d'un accès difficile, et les Presses de cette université ont eu l'excellente idée, avec l'appui du Centre Marc Bloch de Berlin, de les rééditer dans un volume dédié à la mémoire de Louis Dupeux. Ce livre dirigé par Olivier Beaud – livre dont on saluera au passage l'impeccable qualité éditoriale : chronologie, liste des sources, notes, index, glossaires (au pluriel), rien n'y manque – est une lecture indispensable à quiconque entend comprendre le régime nazi et son impact.

Écrits entre 1935 et 1938, les quatorze textes ici réunis sont regroupés en quatre sections : l'État, l'idéologie en action (on notera la proximité de la terminologie avec celle du projet paxtonien), l'organisation économique et sociale, la politique extérieure. Les concepteurs de l'ouvrage y ont ajouté trois documents issus des archives privées de René Capitant, qui sont de ceux sur lesquels l'historien se réjouit de pouvoir travailler ; ainsi du plan de classement de la documentation dont disposait Capitant sur le nazisme, et de l'esquisse d'une conférence qu'il donna en janvier 1936 sur la dictature hitlérienne – texte dont on a envie de citer chaque phrase, tant son auteur perçoit avec acuité et exprime avec force à quel point la doctrine national-socialiste « est terriblement inhumaine, dangereuse, destructrice de toute civilisation, négatrice de toutes nos traditions morales et philosophiques ». L'État qu'elle met en œuvre – à la fois État du Führer, État-Église, État-instrument – est dictatorial, hiérarchique, totalitaire.

Mais c'est dans le domaine de la politique étrangère, souligne Capitant, là encore d'une lucidité qui rend rétrospectivement amer, que les pires dangers sont à craindre : « Quelle attitude avoir face à ce régime ? Une attitude morale ; une attitude politique. Lui opposer l'idée de justice internationale et la lui imposer. Il est vain et dangereux d'attendre un accord. Il est nécessaire d'agir unilatéralement mais au nom de la justice et

dans les limites de la justice. Ne pas céder à la tentation, qui semble séduire certains milieux, de promettre notre neutralité. Ce serait notre déshonneur et notre suicide. » Cette conférence fut prononcée le 27 janvier 1936. Quarante jours plus tard, les troupes allemandes entraient dans la Rhénanie démilitarisée. La France, en pré-campagne électorale, ne réagit pas. La voie vers le suicide était ouverte ; on en connaît les étapes : guerre d'Espagne, Anschluss, Munich, Prague, puis Sedan et Vichy. Replié avec l'université de Strasbourg à Clermont-Ferrand, René Capitant obtient en janvier 1941 sa mutation pour Alger, où il fonde la branche locale du mouvement Combat, début d'une action résistante qui conduira à sa révocation par le gouvernement Laval en mars 1943. Mais en mars 1943, l'État français n'a plus qu'un pouvoir purement nominal sur l'Algérie, et le professeur révoqué retrouvera un poste dans le monde universitaire en métropole dès septembre 1944. Pas n'importe lequel : le général de Gaulle le nomme ministre de l'Éducation nationale dans le gouvernement provisoire chargé de conduire la France libérée dans le chemin du rétablissement de la légalité républicaine.

*

Depuis l'analyse du régime nazi, menée en juriste ne dédaignant pas les acquis de la science politique, jusqu'aux plus hauts postes de la République, le parcours de René Capitant est exemplaire de la mobilisation du savoir juridique dans l'appréhension des catégories politiques. Il apparaît pourtant, de manière quelque peu paradoxale, que la question du fonctionnement de la machinerie d'État, qui occupait une place toute particulière dans la réflexion politico-juridique des années 1930, n'a plus aujourd'hui l'importance qui devrait lui revenir dans les études portant sur l'histoire du xx^e siècle, et notamment celle des fascismes. Entre l'analyse de la sphère gouvernementale, qui se focalise le plus souvent sur les dirigeants, et les interrogations de la philosophie politique – on pense aux débats nombreux et approfondis autour de la figure de Carl Schmitt –, les études traitant de l'appareil d'État, plus encore lorsqu'elles sont d'ordre comparatif, sont rares. Philippe Burrin a mis en parallèle, dans une contribution publiée en 1988 dans les *Annales*, les structures de pouvoir dans

l'Allemagne nazie et dans l'Italie fasciste⁷. Il a également participé avec l'historien du stalinisme Nicolas Werth, quelques années plus tard, à une démarche d'ordre comparatiste entre appareils d'État nazi et stalinien dans un ouvrage collectif dirigé par Henry Rousso⁸. Rappelons également un article pionnier de Danièle Lochak proposant les termes d'une comparaison entre Conseil d'État français et *Consiglio di Stato* sous le fascisme⁹.

En langue française, la moisson reste ainsi assez mince, de sorte que les éditeurs ne sont guère incités à élargir l'offre de textes théoriques sur le sujet. Alors même que l'un des articles d'Emilio Gentile récemment traduits démontre, si besoin était, toute la richesse d'une approche fondée sur l'analyse de la production politique contemporaine de l'événement¹⁰, la publication de la très utile anthologie de textes sur le totalitarisme établie par Enzo Traverso¹¹ n'a fait que rendre plus criante l'indisponibilité de certains ouvrages fondamentaux sur le nazisme. Il a fallu attendre quarante-cinq ans la traduction en français du *Behemoth* de Franz Neumann, et l'analyse d'Ernst Fraenkel sur l'État-dual reste inaccessible hors de sa langue d'origine¹², alors même que politistes et historiens sont de plus en plus nombreux à mettre en valeur l'importance de la distinction posée par cet auteur, dès 1941, entre *normative state* et *prerogative state*. Les éditions critiques d'archives se comptent sur les doigts de la main après la disparition des deux collections de poche (« Kiosque » et « Archives ») qui se proposaient, au cours des années 1960 et 1970, de

7. Ce texte a été repris dans un recueil d'articles de Ph. Burrin, *Fascisme, nazisme, autoritarisme*, Paris, Éd. du Seuil, coll. « Points Histoire », 2000, p. 11-47.

8. H. Rousso (dir.), *Stalinisme et nazisme : histoire et mémoire comparées*, Bruxelles, Complexe, 1999.

9. D. Lochak, « Le Conseil d'État sous Vichy et le *Consiglio di Stato* sous le fascisme ; éléments pour une comparaison », CURAPP, *Le Droit administratif en mutation*, Paris, PUF, 1990, p. 51-95.

10. « Le parti fasciste selon l'analyse politique des contemporains », *La Voie italienne...*, p. 15-60.

11. *Le Totalitarisme : le XX^e siècle en débat*, textes choisis et présentés par E. Traverso, Paris, Éd. du Seuil, coll. « Points Essais », 2001.

12. On se reportera donc à E. Fraenkel, *Der Doppelstaat*, Hambourg, Europäische Verlagsanstalt, 2001.

mettre à la disposition de toutes les bourses des extraits commentés de presse ou de documents d'archives. Les anglophones, eux, disposent, en ce qui concerne le nazisme, de très utiles ouvrages, constamment réédités depuis leur première publication au milieu des années 1970 : les recueils de documents dus à Jeremy Noakes et Geoffrey Pridham¹³.

À la question « Que reste-t-il à écrire, à rechercher sur Vichy ? » que lui posait récemment un journaliste, un universitaire français spécialiste de la période répondait : « Quasiment rien, du moins sur l'essentiel¹⁴. » Nous serons un peu moins optimiste (ou pessimiste, c'est une question de point de vue) en constatant que sur le fascisme, sujet dont Robert Paxton nous rappelle qu'il « a fait couler des flots d'encre sans fin », on est encore loin de tout savoir, même sur l'essentiel. Un thème aussi classique que la place de l'antisémitisme dans les politiques de l'État français continue à poser question, suscitant par exemple des débats entre ceux qui, tel Stanley Hoffmann, n'y voient « qu'une question parmi des douzaines d'autres dans une nation restée au mieux profondément indifférente au sort des juifs jusqu'au début de leur déportation durant l'été 1942¹⁵ », et ceux qui, avec Renée Poznanski, font de cette nouvelle centralité « la revanche de l'historiographie sur l'histoire¹⁶ ». Chercheurs, traducteurs, éditeurs, encore un effort pour nous faire connaître le fascisme !

Marc Olivier BARUCH

13. *Documents on Nazism*, Londres, Jonathan Cape, 1974.

14. J.-P. Azéma, « Vichy doit assumer son passé », *Jim (journal intime du Massif central)*, n° 6, décembre 2004 (« Vichy toujours »), Saint-Pourçain-sur-Sioule, Éd. Bleu Autour, p. 57.

15. Dans le récent livre d'hommages à R. Paxton, *La France sous Vichy : autour de Robert O. Paxton*, actes d'une journée d'hommage à l'historien américain tenue à l'université Columbia en 1997, Bruxelles, Complexe, 2004, p. 70.

16. « Vichy et les juifs : des marges de l'histoire au cœur de son écriture », dans J.-P. Azéma et F. Bédarida (dir.), *Vichy et les Français*, Paris, Fayard, 1992, p. 57-67, ici p. 64.